

Le Manifeste du réseau Dianova

Édition 2017

Sommaire

Introduction

Construire une société garante de l'intégration de tous
Le développement durable

1ère partie : Dianova et son environnement

Les organisations internationales
Les relations avec les états
La société civile organisée
Le monde universitaire et scientifique
Le monde de l'entreprise

2ème partie : l'engagement de Dianova

Les addictions
L'éducation
La jeunesse
Inégalités, pauvreté et exclusion sociale
Le développement communautaire
Les migrations
L'égalité de genre et l'autonomisation des femmes

3ème partie : la communication

Dianova et la communication

Introduction

Construire une société garante de l'intégration de tous

[Sommaire](#)

Dianova International (ONG disposant du statut consultatif spécial auprès du Conseil Economique et Social des Nations Unies, représentante de la société civile à l'Organisation des Etats Américains) et ses associations et fondations membres, s'engagent mutuellement à souscrire au présent Manifeste.

Nous, signataires du présent Manifeste, représentons des organisations sans vocation lucrative qui œuvrent à l'échelle mondiale pour faire progresser les droits de la personne et le développement soutenable, grâce à leur engagement dans les domaines de l'éducation, de la jeunesse, des addictions, de l'aide aux migrants et du développement social.

Notre mission est de: "Mettre en œuvre des actions et des programmes visant à contribuer à l'autonomie des personnes et au progrès social", dans la perspective d'un développement humain plus juste et plus soutenable.

Nous sommes fiers du privilège qui nous est donné d'œuvrer dans un grand nombre de pays, auprès de personnes et au sein de cultures et d'environnements sociaux très divers. Nous sommes fiers de nos valeurs de tolérance, d'engagement, de solidarité et d'internationalité. Promouvoir ces valeurs représente le socle de notre droit et de notre devoir d'agir, ainsi que notre contribution au processus démocratique.

Notre légitimité découle de la qualité de notre travail, ainsi que de la reconnaissance et du soutien que nous accordent ceux avec et pour qui nous travaillons, le réseau de services, nos partenaires, nos donateurs, l'opinion publique et les autres ONG. Nous considérons que le réseau Dianova et les autres acteurs du tiers-secteur peuvent compléter, mais non remplacer, le rôle et la responsabilité première des gouvernements de promouvoir un développement humain juste, défendre les droits de la personne et son bien-être et protéger les écosystèmes.

Dianova est un réseau laïque et indépendant, sans obédience politique, ni ancrage corporatiste ou idéologique d'aucune sorte – seulement voué à l'intérêt général et au développement humain.

L'organisation Dianova est née dans les années 70 pour aider les personnes confrontées au problème des addictions. En plus de quatre décennies d'existence, l'organisation a su mûrir, puis évoluer, ce qui lui a permis de développer une vision plus large des problématiques sociales. Aujourd'hui, la dimension transnationale du réseau Dianova, son implantation sur quatre continents, son ouverture à d'autres organisations associées, sa vocation historique d'entraide et de soutien des plus vulnérables, ainsi que les liens qu'elle entretient avec plusieurs

organisations internationales, constituent une masse critique qui lui permet d'occuper une position privilégiée pour faire entendre sa voix.

La mission du réseau doit influencer efficacement les politiques sociales dans le but de promouvoir la santé, la qualité de vie, le développement des personnes et des communautés; revaloriser l'être humain et lui donner le pouvoir d'agir en tant que facteur clé d'un développement soutenable et équilibré, au plan économique, social et environnemental.

Dans cet esprit, notre organisation a décidé de se doter du présent Manifeste, élaboré avec la participation de tous ses membres. Ce document, allié à la Charte des Responsabilités approuvée par le réseau en 2010, a pour premier objectif de souligner nos principaux positionnements vis-à-vis des thèmes et des problématiques qui nous préoccupent et vis-à-vis desquelles nous souhaitons nous faire entendre.

Nous avons l'intime conviction que le sens et l'avenir mêmes de notre organisation, comme du tiers-secteur dans son ensemble, passent par un juste équilibre entre notre qualité de prestataire de services et notre capacité à promouvoir des changements sociaux pour construire une société responsable et équitable, reflet d'une réalité complexe et plurielle, mais garante de l'intégration de chacun et de tous.



Le développement durable



Sommaire

Les objectifs de développement durable

En 2015, les Nations Unies ont adopté le Programme 2030 pour le développement durable, un plan d'action permettant de renforcer la collaboration entre les gouvernements et les autres parties intéressées dans leurs efforts pour éradiquer la pauvreté, protéger la planète et garantir la prospérité pour tous. Les 17 objectifs de développement durable (ODD) et leurs 169 objectifs spécifiques sont ainsi devenus le symbole de ce plan ambitieux.

Dans cette perspective, la mission de Dianova et sa traduction en différentes initiatives réalisées au plan local et international, peuvent avoir un impact significatif sur la mise en œuvre des ODD à différents niveaux. En s'unissant aux efforts mondiaux pour construire un monde meilleur pour tous, Dianova intègre le langage du Programme 2030 à son travail et, au travers du présent Manifeste, montre son engagement en faveur de ses objectifs.

Il faut enfin souligner la transversalité du Programme 2030: tous les objectifs sont liés les uns aux autres et se renforcent mutuellement. C'est la raison pour laquelle chaque section du Manifeste présente les logos des différents objectifs auxquels celle-ci est le plus étroitement associée, sans cependant exclure les objectifs non mentionnés.

Dianova et le développement durable

Une société soutenable est une société qui prospère tout en offrant une bonne qualité de vie à l'ensemble de ses citoyens de manière juste et équitable. C'est une société où les besoins de tous sont satisfaits, maintenant et dans le futur, dans le respect des limites des écosystèmes et des ressources naturelles dont dépendent toutes les formes de vie.

La nécessité de mettre en œuvre un développement durable de notre société se justifie non seulement par le caractère limité des ressources naturelles, sujettes à épuisement, mais aussi par l'accélération des dommages causés à l'environnement et l'accroissement des inégalités.

Pour répondre efficacement à ces défis dans un monde de plus en plus complexe, il est essentiel que tous les acteurs de la société commencent à adopter une approche globale permettant d'aborder simultanément et harmonieusement les trois dimensions du développement soutenable : économique, sociale et environnementale.

L'agenda 2030 pour le développement durable soutenu par les Nations Unies propose en outre cinq axes essentiels pour l'humanité et la planète, ou les 'cinq P' : peuples, planète, prospérité, paix et partenariat.

Les peuples: assurer le bien-être de l'ensemble des citoyens de la société. Accès pour tous aux besoins essentiels quel que soit son niveau de vie : alimentation, logement, santé, accès égal au travail, éducation, sécurité, droits humains, culture, etc.

La planète: prévenir la dégradation de la planète et la protéger grâce notamment à une consommation et une production responsables, à une gestion soutenable de ses ressources naturelles et à la mise en œuvre d'une action urgente visant à faire face au changement climatique.

La prospérité: assurer que tous les êtres humains puissent mener une existence digne et prospère et faire en sorte que les progrès techniques, économiques et sociaux soient en harmonie avec la nature.

La paix: favoriser le développement de sociétés pacifiques, justes et inclusives, soutenues par des institutions transparentes, responsables et animées par la recherche du bien commun.

Le partenariat: promouvoir un partenariat mondial solidaire afin d'aborder les enjeux interreliés et multiples du développement soutenable, avec la participation de tous les pays et de toutes les parties prenantes.

Le positionnement de Dianova

Dianova adhère pleinement à la définition du développement durable, soit « *un mode de développement qui répond aux besoins des générations du présent, sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs* ».

Nous estimons que la situation actuelle est pour l'essentiel due aux conséquences d'une mondialisation qui va bien au-delà d'un phénomène économique lié au développement du marché mondial pour désormais influencer tous les aspects de la vie de nos sociétés. **Selon Dianova**, si la mondialisation économique a eu des effets positifs pour plusieurs pays et leurs populations, elle a aussi profondément modifié les rapports de force sociaux et politiques au sein de ces pays. Le pouvoir des entreprises s'est renforcé tandis que celui des organisations ouvrières s'est amoindri, entraînant une augmentation des inégalités aux plans régional, national et mondial. Malheureusement, loin de se réduire, ces différences s'accroissent.

La notion de développement durable s'est rapidement imposée depuis le Sommet de la Terre de Rio (1992) et a favorisé une prise de conscience accrue des grands enjeux écologiques et des disparités mondiales. La notion a ainsi étendu le champ des problèmes mondiaux pour y inclure les questions de l'environnement, de la santé, du commerce et de la pauvreté.

Depuis quelques années cependant, deux tendances ont vu le jour dans l'interprétation du développement soutenable. Pour certains, notamment des industriels, il est devenu une opportunité d'ouverture de nouveaux marchés et de croissance économique rapide, sous couvert de sa contribution à la réduction de la pauvreté. D'autres ont abusivement réduit le concept à sa seule dimension environnementale.

Selon Dianova, il est essentiel d'apporter un nouvel équilibre à ces évolutions en introduisant une forme de développement soutenable centré sur les êtres humains. Ce développement humain durable se définit comme la capacité des communautés humaines à satisfaire leurs besoins fondamentaux à long terme, en termes d'habitat et de logement, d'eau potable et d'alimentation, de conditions sanitaires et d'hygiène, de participation démocratique, de cohésion sociale, d'expression culturelle et spirituelle, etc. Relever ce défi ne pourra être fait que dans le respect des potentialités sociales, économiques et écologiques de chaque région et dans le respect de la biosphère.

Nous pensons que le développement humain durable impose de revoir en profondeur le fonctionnement de nos sociétés ainsi nos principes et nos modes de vie, notamment en termes de production et de consommation. Cet objectif implique de mettre en œuvre un processus de transition vers un changement de mentalité et de comportements visant à favoriser une prise de conscience de l'espace commun dans lequel nous vivons, à offrir une place centrale à la justice sociale, à la solidarité, à l'égalité des chances, mais aussi à garantir le respect des grands équilibres écologiques et de la maîtrise démocratique par les générations actuelles et futures.

Nous estimons qu'à l'heure actuelle, le développement de l'économie solidaire apporte une bonne illustration d'un modèle de développement économique et humain qui intègre les aspects de la production, de la distribution et de la consommation tout en préservant l'engagement citoyen, la responsabilité et la cohésion sociale.

Enfin, **nous reconnaissons** que pour mettre en œuvre ce processus, il apparaît indispensable de promouvoir des partenariats à long terme entre tous les acteurs des différentes régions du monde, incluant les organisations internationales, les gouvernements, les milieux d'affaire, les ONG et la société civile.

1^{ère} partie : Dianova dans son environnement

Les organisations internationales

Sommaire



Qu'est-ce qu'une organisation internationale ?

Depuis la seconde moitié du XIX^{ème} siècle, les États ont institué des organisations internationales spécialisées ou régionales afin d'apporter un cadre formel à leur coopération. Le champ d'action des organisations internationales, initialement technique (la plus ancienne est l'Union postale), s'est élargi depuis aux domaines politiques – depuis le commerce jusqu'à la sécurité collective en passant par l'intégration régionale. Les organisations internationales sont au service des États, qui les financent et les dirigent. Elles représentent donc une facette de la souveraineté collective de ces États, même si parfois leur action est source de tension avec la souveraineté individuelle de certains États.

Une organisation internationale est une association d'États souverains créée par un traité international, une convention multilatérale ou un accord entre ces États, dans le but de coordonner une action sur un sujet déterminé par ses statuts¹.

Principe de souveraineté des États

Les différents États demeurent souverains lorsqu'ils s'engagent dans des organisations internationales. Les Nations Unies, par exemple, reconnaissent le principe de l'égalité souveraine de ses membres et s'interdisent d'intervenir dans les affaires qui relèvent de la compétence de chaque État. Ce principe de souveraineté est reflété dans le processus de décision des organisations internationales, lequel combine la pratique du consensus obligatoire et la règle « 1 Etat égale 1 voix ».

En pratique cependant, les organisations internationales sont de plus en plus autonomes du fait de phénomènes de leadership et surtout, à cause du développement d'expertises que ne possèdent pas les Etats (expertise nucléaire de l'AIEA, expertise sanitaire de l'OMS, expertise du HCR en matière de droit international des réfugiés, etc.)

1. (Online) Emploipublic.fr (2012): Qu'est-ce qu'une organisation internationale? [Accès: 5 juin 2017]

Fonctionnement

Les organisations internationales sont dotées d'une personnalité juridique de droit international, elles possèdent leurs organes propres et édictent leurs propres actes. Elles sont cependant subordonnées à leurs états membres, instituées par eux dans le but de servir leurs objectifs et faciliter leur coopération. On recense actuellement plus de 250 organisations internationales ou intergouvernementales (incluant des organisations régionales) qui exercent des fonctions diverses dans le système international.

Relations entre ONG et organisations internationales

Les associations transnationales, communément appelées organisations non gouvernementales internationales sont peu à peu devenues, à partir du dernier quart du 20ème siècle, des acteurs à part entière de la scène internationale. Aujourd'hui, les ONG internationales représentent une force dont le pouvoir d'influence rivalise avec celui des organisations intergouvernementales. Les ONG internationales sont les manifestations transnationales de ce que l'on nomme « la société civile », soit un ensemble de mouvements à vocation sociale qui s'organisent autour d'objectifs et d'intérêts communs.

L'influence croissante des ONG internationales découle en partie de la reconnaissance de de la part des gouvernements nationaux de leur incapacité à affronter seuls un éventail de plus en plus large de problèmes sociaux d'importance mondiale et susceptibles de menacer la santé, le bien être ou la sécurité des populations, comme la nécessité de préserver l'environnement, d'éradiquer certaines maladies ou d'assurer un contrôle sur les drogues.

Face à ces défis, diverses organisations internationales, comme les Nations Unies, ont été appelées à assumer de nouvelles responsabilités, ce qu'elles ont fait en se donnant les moyens de développer des relations et des partenariats plus étroits avec les organisations non gouvernementales. Comme l'affirmait le Sous-Secrétaire Général pour les Affaires Economiques et Sociales, M. NitinDesai (1992-2003) : « Les ONG n'ont plus seulement une relation de simple client avec les Nations Unies. Elles apportent des idées nouvelles, alertent la communauté mondiale à propos de défis émergents et possèdent un talent et une expertise indispensables au travail des Nations Unies (...) »

Le positionnement de Dianova

L'un des défis majeurs du XXI siècle sera la gouvernance de mondialisation et la capacité des Etats et des organisations internationales à redéfinir un certain nombre de règles et à mieux contrôler la démesure des intérêts privés, afin de garantir une vision à long terme, propice à l'intérêt général.

La mondialisation n'est pas seulement l'expression conjointe de l'Etat et des marchés, du public et du privé, des logiques nationales et transnationales. Nous devons appréhender l'influence

grandissante d'un ensemble plus vaste d'acteurs et de mécanismes de transformation à l'échelle mondiale, comprenant notamment les organisations non gouvernementales et le tiers secteur en général, garants d'une vision sociale et solidaire.

Dianova **veut être** partie prenante de ce mouvement et jouer un rôle actif au sein des organisations internationales dans le but d'exercer une influence significative. Nous voulons être au plus près des centres de décision des organisations internationales car c'est ainsi que nous pourrons œuvrer, efficacement, à faire de notre vision une réalité.

Dans la mesure de ses possibilités, Dianova **s'efforce** de participer à l'élaboration de propositions, d'actions et de programmes concrets, permettant de renforcer le rôle de ces institutions. Elle veille en outre à appliquer leurs politiques et leurs recommandations dans les pays où elle opère. En définitive, Dianova **croit** qu'il est non seulement possible, mais essentiel, de penser globalement et d'agir localement.

Les relations avec les États

Sommaire



Depuis plus de deux décennies les organisations du tiers secteur sont de plus en plus impliquées dans des domaines qui relèvent traditionnellement de la compétence de l'Etat et ce dans de nombreux pays. Cet engagement du tiers secteur et la façon dont il est mis en œuvre peuvent grandement varier. Dans certains pays, le champ d'action que constitue le développement local et communautaire, par exemple, est devenu un lieu de rencontre, et souvent d'articulation, entre les acteurs du tiers secteur et du secteur public. Dans d'autres pays en revanche, les ONG ont davantage un rôle d'opposition qu'un véritable engagement opérationnel et se voient considérer avec méfiance par les gouvernements. Entre ces deux extrêmes, existent bien sûr toutes les nuances des relations entre état et tiers secteur.

Dans les pays où la société civile est la plus active, les intervenants locaux ou communautaires, qu'ils soient désignés comme de l'économie sociale et solidaire, de l'action communautaire ou de l'entrepreneuriat social sont à l'origine de nombreuses initiatives innovantes et concrètes visant à venir en aide aux populations les plus marginalisées. De telles initiatives apparaissent comme remarquables en même temps qu'elles sont souvent très utiles aux communautés qu'elles servent, pourtant leur contribution au savoir-faire global du pays en matière de développement peut être multipliée par une interaction avec le secteur public. Dans cette optique, la question est d'articuler au mieux les relations entre le tiers secteur et l'Etat afin d'en obtenir le meilleur bénéfice pour le développement.

Motivations pour la coopération

Les motivations pour une coopération entre Etats et tiers secteur sont nombreuses et peuvent également varier selon les pays. En règle générale cependant, deux types de facteurs peuvent intervenir: les facteurs économiques, par exemple le fait de disposer de budgets locaux et nationaux réduits malgré des besoins accrus, le coût moindre des ONG face au secteur privé, etc., et les facteurs sociaux et politiques, soit par exemple la volonté des gouvernements de renforcer le rôle de la société civile, ou encore de tirer profit du consensus social que génèrent certaines ONG de renom.

Mécanismes de collaboration

Parmi les mécanismes de collaboration, on peut citer les approches contractuelles (les pouvoirs publics « achètent » auprès des ONG des services qui seront offerts à la population, selon des modalités précises et contractuelles (durée, conditions de financement, résultats, reddition de comptes) ; et les approches de partenariat et de coopération entre deux entités fondamentalement différentes (coopération intersectorielle) en vue d'aborder ensemble certaines problématiques sociales ou de mettre conjointement en œuvre des projets spécifiques. Ce dernier type de coopération implique dans l'idéal des modalités très différentes de l'approche contractuelle, incluant :

- Des objectifs déterminés conjointement par l'ONG et le service de l'Etat
- Des décisions prises en collaboration et par consensus
- Des relations formelles/informelles basées sur la confiance
- Des processus horizontaux et non hiérarchiques
- Des interactions et une synergie entre les deux partenaires
- Une reddition des comptes commune

Le positionnement de Dianova

Les organisations du tiers secteur ont l'ambition d'apporter des réponses face aux nombreux défis posés par les changements sociaux actuels, depuis les crises sociales, économiques et environnementales jusqu'à la fracture grandissante entre les riches et les pauvres. Ces organisations sont à l'origine d'une grande variété d'initiatives visant à répondre aux besoins des populations les plus vulnérables, favoriser un changement d'attitudes et de pratiques afin de combattre les discriminations, identifier des menaces à l'environnement, etc.

Face à l'ampleur de la tâche à accomplir Dianova **juge indispensable** de mettre en œuvre de mécanismes de collaboration ou de partenariats entre les organisations de la société civile,

l'Etat et le secteur privé. Ces mécanismes représentent selon nous la meilleure façon d'aborder des problèmes socio-économiques de plus en plus divers et complexes grâce à des services mieux articulés et plus efficaces car mis en place avec une compréhension fine des besoins des communautés locales.

Les collaborations entre l'Etat et le tiers secteur peuvent en outre apporter des solutions face aux difficultés chroniques de financement dans certains secteurs. Cependant, **nous estimons** que ces collaborations ne doivent en aucun cas remplacer l'engagement indispensable de l'Etat dans son rôle et sa responsabilité première de promouvoir un développement humain juste et durable.

C'est pourquoi, en tant qu'acteurs agissant en complément des pouvoirs publics, **nous demandons** aux gouvernements de mettre en œuvre des mesures et d'ouvrir des lignes de financement adaptées à la prestation de services de qualité, dans le respect de la soutenabilité des organisations sociales.

La société civile organisée

Sommaire



Dès 1945, les ONG obtiennent une forme de reconnaissance officielle au sein d'une organisation internationale : en vertu de l'article 71 de la Charte des Nations Unies, les ONG peuvent se voir accorder un statut consultatif auprès du Conseil économique et social (ECOSOC) de l'ONU. Par la suite, afin de répondre à la diversité, à l'ampleur des compétences et aux moyens croissants dont disposent les ONG, l'ECOSOC adopte en 1996 une nouvelle résolution qui actualise les dispositions antérieures et ouvre la voie à des partenariats plus étroits. La résolution 1996/31 de l'ECOSOC constitue la base juridique actuelle qui régit les « relations aux fins de consultation entre l'Organisation des Nations Unies et les organisations non gouvernementales »

Aujourd'hui, plus de 3700 ONG disposent d'un statut consultatif auprès de l'ECOSOC et leur nombre a doublé entre 2000 et 2010. Au-delà de ce nombre en croissance constante, il faut noter que les ONG ont une influence active dans le fonctionnement de l'ensemble des organisations internationales, selon des modalités très variables. Ces ONG peuvent ainsi être consultées, voire associées aux délibérations et à la mise en œuvre de certaines décisions des organisations internationales. L'Organisation mondiale de la santé (OMS) ou le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) collaborent par exemple avec plusieurs centaines d'ONG.

Les ONG ont durant longtemps tenu un rôle simplement consultatif et/ou opérationnel au sein du fonctionnement ou du processus décisionnel des organisations internationales. Aujourd'hui, en revanche, un grand nombre d'entre elles sont désormais associées à la définition des politiques et des priorités des programmes des organisations internationales.

Rôle de la société civile organisée

Certaines ONG ont acquis des compétences opérationnelles et une maîtrise de différents secteurs d'activités, générant une expertise technique indispensable à un débat bien informé et à l'exercice d'un contre-pouvoir performant. Ces ONG jouent un rôle de diplomatie non gouvernementale qui élargit les fonctions qu'elles sont susceptibles de jouer sur la scène internationale (rôles traditionnellement réservés aux acteurs souverains), comme la médiation des conflits, l'action humanitaire, etc.

Ce rôle dévolu aux ONG est un acquis irréversible. Par le biais de leurs acteurs organisés (les ONG) la société civile et l'opinion publique deviennent de plus en plus actifs sur la scène internationale avec des moyens de plus en plus performants (moyens techniques, expertise, moyens d'information et de communication). La société civile organisée réclame de pouvoir participer à la résolution des problèmes internationaux, qui avec la mondialisation, deviennent aussi des problèmes régionaux, nationaux et locaux.

Pour Dianova, cette évolution représente une opportunité pour une intégration internationale plus grande et une chance pour la démocratie.

Le positionnement de Dianova

Les ONG et le tiers secteur en général naissent souvent dans le but de voir disparaître le problème même pour lequel elles sont créées – "drogues, sida, pauvreté ou exclusion sociale". Ce principe caractérise un comportement de développement et de croissance propre aux organisations, en impliquant pour ces dernières la nécessité de continuellement s'adapter à leur raison d'être propre et à leur sentiment d'être utiles. C'est pourquoi **nous croyons** que la nature même de nos organisations s'inscrit dans le développement, celui-ci étant compris comme l'ensemble des processus de maturation et d'apprentissage au moyen desquels une organisation parcourt son cycle de vie et renouvelle son potentiel dans le but d'évoluer et de s'adapter aux nouveaux besoins, et non en vertu d'un développement organisationnel dénué de sens.

Après une première époque marquée par la spontanéité et l'esprit pionnier, nombre de ces organisations ont connu d'importants processus de professionnalisation et d'institutionnalisation qui, peu à peu, leur ont permis de passer de la culture de l'héroïsme à celle de la responsabilité sociale et de se positionner en tant qu'interlocuteurs fiables et crédibles.

Dans ce contexte, Dianova **crée** des projets communs et met en œuvre des alliances avec d'autres organisations du tiers-secteur, dans une perspective d'ouverture et de collaboration. Nous avons la conviction que ces pratiques représentent la meilleure garantie d'un développement cohérent qui évite les comportements autoréférentiels ou une trop grande fragmentation qui font trop souvent obstacle à l'unité d'action du tiers-secteur, condition nécessaire à l'obtention de résultats probants dans la poursuite d'un objectif de changement social. En définitive, nous faisons le pari de la diversité et de la complémentarité plutôt que celui de la concurrence.

Nous vivons une période de transition historique entre l'âge de l'excès du 20ème siècle et celui de la modération du 21ème. À présent que le mythe de la croissance infinie a montré ses limites, nous devons désormais apprendre à vivre autrement.

Un défi immense nous attend : garantir un système de santé et de protection sociale juste, solidaire et soutenable, dans un contexte économique différent. **Nous estimons** que c'est là qu'entrent en jeu la société civile organisée, le tiers-secteur en général. Ce dernier peut mobiliser des ressources et des moyens avec une moindre dépendance à l'argent, car il sait le compenser (et parfois le remplacer) par la passion, la compétence, la générosité et l'engagement. La synergie du secteur public et du tiers-secteur est une réponse essentielle au défi qui nous attend, celui de la soutenabilité des systèmes de santé et de protection sociale.

Dianova **veut agir** en faveur d'une plus grande unité du tiers secteur en tant qu'acteur fondamental de l'évolution et du développement des communautés et pour aider à maintenir le lien de solidarité qui unit les Etats et leur population, dans l'objectif de construire une société plus inclusive, plus juste et plus équilibrée.

Le monde universitaire et scientifique

Sommaire



Pour Dianova, l'investigation, l'innovation et l'évaluation sont d'une importance capitale. C'est la raison pour laquelle nous considérons le monde universitaire comme un allié à la fois naturel et essentiel dans la poursuite de nos objectifs, et pour faire face à un manque de ressources et de compétences qui peut représenter un frein à notre développement.

La coopération entre les ONG et le monde universitaire et scientifique peut donner lieu à des avancées et à des opportunités de développement par l'amélioration des capacités de plaidoyer et des interventions de terrain et au travers de la diffusion des innovations scientifiques, dans un enrichissement mutuel.

Finalités des partenariats

Echange ou construction de connaissances

Pour le monde universitaire et scientifique, les partenariats avec les ONG en général représentent la possibilité d'accéder aux zones géographiques de recherche afin de mettre leurs théories en application en tirant parti de la logistique et des connaissances locales des ONG. Les chercheurs peuvent également profiter de l'expérience des ONG en matière d'approches participatives, de compréhension du contexte et des réalités locales.

Du côté des ONG, la présence d'un scientifique peut leur permettre d'avoir une vision d'ensemble et un regard extérieur important pour l'analyse des actions entreprises. Ce type de partenariat permet en outre d'accéder à des outils scientifiques rigoureux qui contribuent à réaffirmer la pertinence des actions entreprises et à favoriser leur reproductibilité sur d'autres terrains, contribuant ainsi à une plus grande professionnalisation des ONG.

Echanges dans la formation des futurs professionnels

Reconnaissant l'importance des environnements réels dans la production et l'expérimentation des connaissances, Dianova propose des opportunités visant à concilier diverses activités de recherche et d'études avec leurs applications respectives dans un environnement réel, en accord avec les codes d'éthique et de déontologie applicables.

Amélioration des activités de plaidoyer

En plus de ces objectifs d'échange et de construction de connaissances, les partenariats entre ONG et monde universitaire et scientifique peuvent également être utilisés pour améliorer la pertinence et la qualité des activités de plaidoyer menées par les ONG. Quelle que soit leur qualité, les actions de solidarité nationales ou internationales ne sont en effet pas suffisantes pour amener de véritables changements, au plan de l'aide sociale ou de l'aide au développement.

C'est la raison pour laquelle de plus en plus d'ONG se sont investies dans des activités de plaidoyer visant à influencer les politiques et les décideurs. Dans cette optique, un partenariat efficace avec des scientifiques peut être utile pour améliorer la qualité, la pertinence et la légitimité de l'argumentation des ONG, grâce notamment à l'utilisation de base de données ou d'études par zones ou par secteurs d'activités, ou grâce à d'autres méthodologies que les ONG ne peuvent mettre en œuvre.

Le positionnement de Dianova

Mettre en œuvre des partenariats entre les ONG et le monde universitaire et scientifique n'est pas chose facile du fait de leur fonctionnement et de leurs objectifs différents : les ONG cherchent à mettre en œuvre des programmes visant à répondre aux besoins d'une population spécifique dans des contextes d'urgence et/ou de développement, tandis que le travail des chercheurs est avant tout la production de résultats liés à l'analyse de la connaissance.

Nous estimons essentiel néanmoins de mobiliser les énergies afin d'amener le monde universitaire et scientifique à collaborer avec les ONG. Au sein de l'éducation supérieure de nouvelles tendances font le pari du développement de cursus pratiques. Les ONG peuvent en bénéficier via des stagiaires qualifiés, des chercheurs et des formateurs susceptibles d'apporter une contribution essentielle à leur développement. Ce type de partenariats peut être générateur d'innovations dans le travail des ONG, et surtout il peut contribuer à l'émergence d'une nouvelle culture organisationnelle dans laquelle les notions de transdisciplinarité et d'interconnexion entre théorie et pratique sont améliorées. Enfin, l'éducation supérieure se voit de façon croissante comme étant bien plus qu'une institution produisant des chercheurs à la chaîne dont le seul intérêt est de voir leurs travaux publiés. Nombre de chercheurs souhaitent désormais jouer un rôle plus actif dans le processus de développement humain et l'instauration d'une citoyenneté active, capable de demander des comptes auprès des gouvernements.

Pour cette raison, Dianova **veut se positionner** comme une institution d'expérience, capable d'offrir aux étudiants les stages dont ils ont besoin, dans une ambiance alliant capacité technique et engagement social – un idéal qui a fait défaut à nombre d'universitaires au cours de leur processus de formation. Dans le même temps, Dianova **propose** un milieu d'intervention dont nous pensons qu'il facilite la recherche, expérimentale ou descriptive, ainsi que l'évaluation des programmes et autres expériences. C'est pourquoi Dianova **ouvre la porte** à tous ceux, chercheurs et universitaires, désireux de tirer parti d'expériences concrètes dans leurs travaux.

Enfin, Dianova **s'engage** pour le changement social et pour l'innovation dans le domaine de la connaissance, un domaine qui relève en grande partie du secteur universitaire. Le travail de collaboration avec l'institution académique et scientifique devient ainsi une condition du progrès de l'organisation.

Le monde de l'entreprise

Sommaire



Traditionnellement marquées par l'ignorance ou l'antagonisme, les relations entre les entreprises et les organisations non gouvernementales ont évolué depuis le début des années 90 vers le début d'un dialogue, puis la mise en œuvre de différentes formes de coopération, suite à la montée en puissance de nouvelles préoccupations éthiques dans le monde de l'entreprise. Les dérives de la mondialisation et les scandales financiers ont entraîné une crise économique, sociale et environnementale qui a remis profondément en cause la légitimité des entreprises et les a contraintes à intégrer les enjeux sociaux, éthiques et de développement soutenable à leur stratégie de développement économique. C'est la naissance de la notion de Responsabilité Sociale des Entreprises (RSE) c'est-à-dire une démarche volontaire visant à intégrer ces questions dans le fonctionnement quotidien des entreprises.

Pour construire ce lien avec la société, perçu désormais comme essentiel, les entreprises se sont alors tournées vers les organisations non gouvernementales, reconnues comme des acteurs clé du système international et bénéficiant d'un capital de sympathie dans l'opinion publique.

Motivation des entreprises

A l'heure actuelle, nombre d'ONG sont devenues des interlocutrices indispensables des entreprises dans le cadre de leur politique interne et/ou externe de RSE, grâce à leur connaissance des déterminants et des champs d'action du développement durable et de l'engagement social. Les partenariats avec les ONG permettent aux entreprises d'avoir accès à des opportunités de formation et d'apprentissage et de renforcer ainsi leur expertise dans les domaines sociaux et du développement durable, expertise qui contribue à l'intégration de nouvelles responsabilités dans leur processus de management. Dans le même temps, les partenariats ONG/entreprises permettent à ces dernières de réduire les risques d'impact financier suite à une crise sociale ou environnementale, tout en améliorant leur image grâce à un positionnement responsable.

Motivation des ONG

Au plan de la relation ONG/entreprises, il importe aussi de prendre en compte les motivations des ONG et considérer celles-ci comme acteurs de ces partenariats. Les relations ONG/entreprises sont le résultat d'un choix stratégique des ONG qui peuvent alors opter pour

différents positionnements allant de la contestation des entreprises afin de faire pression sur celles-ci, jusqu'à la coopération. Les entreprises sont des acteurs importants de la société car elles disposent de leviers d'action capables de faire progresser les problématiques sociales et environnementales. Grâce à leurs partenariats avec les entreprises, les ONG montrent qu'elles veulent répondre aux attentes de leurs propres parties prenantes et être perçues comme capables d'offrir des solutions ; elles veulent étendre leur champ d'action et d'influence ; elles souhaitent enfin élargir leurs sources de financement et leur relais de diffusion.

Les conditions d'un partenariat réussi

Trois types de conditions doivent être réunies pour assurer le succès des relations entre les ONG et les entreprises :

- **Des conditions humaines** : des motivations claires de la part de chaque partie, une confiance et une compréhension mutuelles,
- **Des conditions structurelles** : un cadre contractuel et financier rigoureux, une organisation transparente, le développement de pratiques de travail communes,
- **Des conditions matérielles** : une proximité géographique, une maîtrise des politiques et des outils de communication, un transfert de connaissances et de compétences, des investissements équitables (temps, outils, ressources)

Le positionnement de Dianova

Dianova **estime** que la relation ONG/entreprises doit représenter davantage que le seul cadre d'une collaboration participative, de type donnant-donnant, entre les deux parties. Cela peut et doit être aussi une vision stratégique qui ouvre la voie à la construction d'une société soutenable, où la justice sociale et la préservation de l'environnement sont prioritaires. Les nouveaux modèles d'entrepreneuriat social ont prouvé qu'il pouvaient être en même temps des moteurs significatifs du commerce, tout en étant attachés au respect de l'environnement et à la poursuite du bien commun au lieu du profit individuel.

Dianova **pense** que ces nouveaux modèles d'entrepreneuriat peuvent avoir davantage de réussite et d'implications positives quand ils sont mis en œuvre en partenariat avec les ONG locales, nationales ou internationales et même avec les pouvoirs publics. L'élaboration d'un projet de société soutenable et inclusif ne peut par définition que se faire avec l'ensemble des parties prenantes et une participation citoyenne aux processus de management.

Le monde de l'entreprise représente pour Dianova un domaine d'intérêt majeur. Nous **prenons position** en faveur d'un modèle spécifique d'entreprise, où les valeurs de respect, de

soutenabilité, de transparence, de justice et de développement vont de pair avec la rentabilité, l'excellence et l'innovation.

Nous **estimons** que les entreprises font partie intégrante de la société ; en tant que productrices de richesses, elles ont une responsabilité sociale. Nous nous **engageons** à construire des alliances permettant d'encourager un échange de savoir-faire authentique et constructif dans le cadre d'une responsabilité sociale partagée.

Nous **voulons créer** des passerelles entre l'entreprise et le tiers-secteur afin de réunir le meilleur des deux mondes : l'efficacité et le professionnalisme de l'entreprise versus les capacités de motivation, de résilience et de solidarité qui nous sont propres. Notre expérience souligne l'efficacité de cette synergie pour nos deux secteurs et pour l'ensemble de la société, et son impact positif sur la qualité de vie et de travail de tous.

2^{ème} partie : l'engagement de Dianova

Les addictions

[Sommaire](#)



Généralités

L'addiction se caractérise par l'incapacité d'un individu à mettre fin à un cycle répété de comportements visant à lui procurer une sensation de plaisir, ou diminuer un sentiment de malaise, ainsi que la poursuite de ces comportements en dépit de leurs conséquences négatives parfois considérables (problèmes de santé, d'argent, d'isolement, de perte d'emploi, etc.).

Pour Dianova, le concept d'addiction s'applique non seulement aux substances psychoactives – quelles qu'elles soient et indépendamment de leur statut légal ou illégal – mais aussi aux comportements compulsifs comme le jeu pathologique, l'addiction au sexe, à la pornographie ou les addictions liées à l'usage d'Internet. On parle alors d'addictions comportementales, ou "sans substance".

Les déterminants de l'addiction

L'addiction est une problématique multifactorielle dont les déterminants (les causes) peuvent être classés en trois groupes :

- **Les facteurs individuels de vulnérabilité ou de protection:** ces facteurs sont d'ordre biologique (génétique, physique), psychologiques (antécédents personnels, parfois familiaux, personnalité, psychopathologie, etc.) et socio-économiques (précarité économique, isolement, stress au travail, etc.)
- **Les facteurs environnementaux:** facteurs culturels, sociétaux et historiques, législation et réglementation, milieu de vie, conditions de logement, disponibilité et accessibilité des substances, marketing en ligne en faveur de l'alcool, des jeux et paris, etc.
- **Les facteurs propres aux produits ou aux comportement addictifs:** toxicité et neurotoxicité (rapide ou à long terme), puissance addictive au plan physiologique et psychologique (le produit entraîne une dépendance plus ou moins grande), etc.

La société addictogène

Les addictions sont l'un des principaux défis des sociétés modernes et de très nombreux problèmes sociaux en découlent. On peut en outre considérer que les addictions résultent du modèle de développement de la société et de ses conséquences sur les individus : l'idéal moderne du bonheur individuel à tout prix, de la réussite, de la consommation et de l'immédiateté fait de nos sociétés modernes un environnement particulièrement addictogène.

L'addiction est-elle une maladie ?

En 2011, les spécialistes de l'American Society of Addiction Medicine (ASAM) ont élaboré une nouvelle définition selon laquelle l'addiction « n'est pas un simple problème comportemental impliquant des excès d'alcool, de drogues, de jeux ou de sexe » mais « une maladie du cerveau survenant spontanément, non associée à un quelconque facteur antérieur » (Primary disease). Selon ce modèle, l'addiction devient par conséquent une maladie dont ceux qui en sont porteurs ont besoin de soins, au même titre que les personnes atteintes de pathologie cardiovasculaires, par exemple. Les tenants de ce modèle estiment par ailleurs qu'il permet de réduire la stigmatisation des personnes addictes.

L'addiction est-elle une maladie ? Le positionnement de Dianova

Les progrès de la neurobiologie et l'imagerie cérébrale ont depuis quelques années apporté un regard nouveau sur le phénomène des addictions et ont permis le développement de molécules prometteuses en termes de traitement de certaines addictions, sans toutefois remettre en question l'intérêt des approches biopsychosociales.

Pour Dianova, le modèle explicatif de la « maladie de l'addiction » ne prend pas suffisamment en compte le caractère multifactoriel de la problématique, non plus que les avancées obtenues grâce aux différentes approches cliniques et thérapeutiques plurielles, systémiques et intégrées, centrées sur la personne et respectant ses choix de vie.

En tant qu'intervenants en addiction, **nous avons vocation** à aider et à soutenir les personnes afin qu'elles reprennent confiance en elles-mêmes, puis à les accompagner sur le chemin de l'autonomie grâce à une prise en charge globale de leurs besoins – un objectif qui ne peut être mené à bien sans la participation active des personnes à leur propre processus de changement.

Nous pensons qu'une trop grande médicalisation du traitement des addictions peut contribuer à victimiser les personnes addictes, amoindrissant par là même leur capacité d'agir face à leurs problèmes. C'est la raison pour laquelle **nous estimons** que les progrès réalisés dans le domaine de l'addictologie doivent veiller à préserver le potentiel des personnes en matière de responsabilisation et d'autonomie.

Addictions sans substances et nouveaux produits de synthèse

Le développement d'Internet a d'une part permis l'émergence de drogues nouvelles imitant les effets des drogues illicites comme l'ecstasy, le cannabis ou la cocaïne, et il a d'autre part favorisé la recrudescence, ou l'apparition, de nombreuses addictions comportementales. Ces nouvelles formes d'addictions incluent les nouveaux produits de synthèse, ou NPS, le jeu compulsif ou pathologique, ainsi que les diverses formes de problématiques en ligne. Par ailleurs, parallèlement aux diverses formes d'addiction liées à Internet, les pratiques susceptibles d'entraîner des comportements d'addiction comportementales sont de plus en plus nombreuses dans l'environnement quotidien des sociétés occidentales : boulimie et anorexie, addictions sexuelles, achats compulsifs, pratiques compulsives du sport, etc.

Les nouveaux produits de synthèse - Les nouvelles drogues, ou nouveaux produits de synthèse (NPS) désignent un ensemble hétérogène de substances qui imitent les effets de différentes substances illicites, mais dont la structure moléculaire légèrement différente leur permet d'échapper pour un temps aux législations nationales sur les stupéfiants et au contrôle international. Ces substances peuvent donc être commercialisés et rapporter aux revendeurs de substantiels bénéfices dans le laps de temps nécessaire pour qu'elles tombent sous le coup de la loi.

Les mécanismes d'action de ces substances ainsi que leurs effets à moyen et à long terme ne sont pas documentés. En ce qui concerne les effets à court terme, ils peuvent varier selon les substances, les usagers et les conditions de consommation, mais la plupart d'entre elles sont responsables de nombreux cas d'overdoses, de crises psychologiques (bad trips) et même de plusieurs décès chaque année.

Le jeu compulsif - même si le jeu est l'une des plus anciennes activités humaine, la reconnaissance des manifestations psychopathologiques du jeu compulsif, de leur diagnostic et de leur traitement, sont récentes : le jeu compulsif a été reconnu comme un trouble mental dans les années 80 et présente des critères très similaires à ceux des dépendances aux substances (obsession pour le jeu, escalade, symptômes de sevrage, impact social et familial, etc.).

Les problématiques en ligne - La réalité de la dépendance à Internet fait toujours débat parmi les spécialistes. De nombreux chercheurs et addictologues soulignent cependant que certaines pratiques de l'Internet s'apparentent bien à un usage pathologique : on parle alors de troubles de la dépendance à Internet, de cyberdépendance ou de cyberaddiction.

L'addiction à Internet concerne plusieurs catégories de personnes, incluant celles qui s'adonnent aux jeux vidéo et plus particulièrement aux jeux de rôle en ligne massivement multi-joueurs (MMORPG), les personnes dépendantes aux jeux de hasard et d'argent en ligne, les personnes concernées par une cyberaddiction sexuelle, c'est-à-dire éprouvant un besoin irrésistible d'aller sur des sites pornographiques, et enfin, les acheteurs compulsifs en ligne.

Les personnes confrontées à ces difficultés éprouvent les mêmes sentiments que n'importe quel autre personne addictive : perte de liberté et une impossibilité à réduire ou à cesser ces pratiques malgré leurs conséquences négatives.

Il existe relativement peu de centres spécifiquement dédiés aux addictions via Internet; il semble cependant que les solutions les plus sérieuses utilisent des modèles fondés sur des thérapies cognitive-comportementales, motivationnelles ou de prévention de la rechute. Ces thérapies sont fondées sur un ensemble de pratiques validées visant à identifier les facteurs qui déclenchent le comportement d'addiction et à agir sur ces facteurs via un renforcement des capacités et de l'autonomie des personnes. Ces thérapies demandent néanmoins un investissement fort, et du patient et du thérapeute.

D'autres méthodes utilisent les technologies (outils parentaux) permettant de limiter l'accès à Internet, mais par définition celles-ci concernent avant tout les enfants et les adolescents. En tout état de cause, les professionnels sont généralement d'accord sur un objectif de limitation de l'usage d'Internet plutôt que d'abstinence totale.

L'importance de la prévention précoce

La prévention des dépendances doit intégrer les évolutions sociétales (nouvelles drogues, nouveaux modes de consommation, évolution de la législation, etc.) en utilisant les stratégies qui ont fait leurs preuves, depuis l'éducation à la santé jusqu'à la réduction des risques. Elle doit en particulier intégrer des stratégies de communication visant à augmenter les savoirs, modifier les comportements et questionner les modes de vie.

Dans cette optique, les stratégies de prévention doivent être mises en œuvre, de façon spécifique, sur l'ensemble des périodes de la vie en commençant dès le plus jeune âge (généralement à la préadolescence). L'éducation peut jouer un rôle essentiel dans ce domaine en favorisant des attitudes respectueuses de la santé ainsi que des savoir-faire adaptés à certaines situations sociales potentiellement addictogènes, grâce par exemple à la mise en œuvre de modules de prévention, incluant professeurs, élèves et parents.

Objet de l'intervention dans les programmes de Dianova

Qu'ils soient mis en œuvre en modalité résidentielle ou ambulatoire, les programmes de traitement des addictions de Dianova **s'attachent à répondre** aux besoins et aux attentes des personnes qui font appel à ses services. En effet, même si la dépendance aux substances entraîne une grande perte d'autonomie, **nous considérons** que la personne addictive demeure capable de faire un certain nombre de choix s'agissant de sa consommation, de ses modalités (utiliser du matériel stérile, ne pas partager son matériel, chercher à se faire aider, etc.), ainsi que de ses attentes vis-à-vis d'un traitement éventuel.

Concept de plus grande autonomie possible

Lorsque nous accueillons une personne au sein de nos programmes, nous devons d'abord nous contenter d'écouter sa souffrance et sa détresse, sans chercher à mettre en œuvre une solution

optimale et définitive mais en l'accompagnant dans un parcours visant à limiter les risques liés à sa situation ou à son comportement. Nous **devons chercher** à comprendre quelles sont les causes ou quels sont les éléments déclencheurs de ses problèmes.

C'est pourquoi les programmes de Dianova **n'entendent pas** imposer un même objectif de traitement pour tous – par exemple l'abstinence des drogues/alcool – mais préfèrent adapter ces objectifs en fonction des attentes, des capacités, de la situation sociale et de l'histoire personnelle de chaque personne. Cette position implique avant tout de veiller au plus grand respect des droits de la personne, tout en tenant compte de l'ambivalence qui souvent la caractérise, notamment au début du parcours de traitement. Ce cadre étant posé, les intervenants de Dianova **travaillent** à amener les personnes, avec leur participation active, vers **la plus grande autonomie possible**, afin qu'elles deviennent capables de faire des choix responsables et éclairés vis-à-vis de leur usage d'alcool et de drogues ou de leurs autres comportements addictifs.

Le contrôle international des drogues

Le régime international de contrôle des drogues a commencé à être mis en œuvre il y a plus d'un siècle avec la signature des premières conventions internationales. A l'époque, ces conventions visaient avant tout à contrôler le marché non réglementé des drogues plutôt que de l'interdire, et ceci grâce à un travail en commun de tous les États. Par la suite, les États-Unis commencèrent à plaider pour la mise en place de mesures internationales de plus en plus restrictives et fondées sur la prohibition et la criminalisation de l'usage, du commerce et de la production des plantes nécessaires à la fabrication des stupéfiants, hormis à des fins scientifiques et médicales.

Depuis une cinquantaine d'années, les piliers du droit international en matière de contrôle des drogues sont figurés par trois conventions internationales adoptées par les États membres des Nations Unies :

- **La Convention sur les stupéfiants de 1961**, aussi appelée Convention unique, elle rassemble les législations antérieures et constitue le fondement juridique du régime ;
- **La convention sur les substances psychotropes de 1971** sur le contrôle des substances psychoactives ;
- **La convention contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes de 1988**, visant au renforcement de la coopération de la communauté internationale dans le but de lutter contre les problèmes liés aux drogues.

Critique du régime actuel de contrôle des drogues

Les conséquences négatives d'un régime essentiellement fondé sur la prohibition sont montrées du doigt par un nombre croissant de gouvernements, d'ONG et d'agences internationales. Selon

ces dernières, le régime s'est non seulement avéré peu efficace à contenir l'approvisionnement à la source, mais a aussi eu pour effet de stimuler la croissance du commerce mondial illicite des drogues.

La conséquence directe de ce marché noir a été le déplacement des politiques et des fonds alloués à la santé publique vers l'application de la loi et la sécurité publique, en contradiction flagrante avec l'un des objets du préambule de la Convention Unique de 1961 : « Les parties, soucieuses de la santé physique et morale de l'humanité (...) ». L'Office des Nations Unies contre la Drogue et le Crime, le principal organe des Nations Unies impliqué dans le contrôle des drogues, reconnaît même, dans son rapport de 2008 que « La sécurité publique a pris la place de la santé publique comme principe premier du contrôle des drogues »

Dans un rapport publié en 2011, la Commission Mondiale pour la politique des drogues dresse pour sa part un constat accablant de ces politiques : augmentation exorbitante des dépenses publiques, conséquences sanitaires dévastatrices, incapacité à enrayer le développement du trafic et du crime organisé, frein au développement des pays de production, atteinte aux droits humains et stigmatisation des usagers, pollution et déforestation, etc.

Il faut enfin signaler qu'en dépit de ces politiques, le nombre de personnes adultes ayant consommé des drogues était en augmentation pour la première fois en six ans, soit environ cinq pour cent de la population adulte (250 millions de personnes) selon le rapport 2016 de l'UNODC². Le rapport pointe en outre l'impact négatif du trafic, des cultures et de la production illicites de drogues sur les efforts en matière de développement, mettant ainsi à risque les Objectifs de Développement Durable.

Les recommandations de Dianova

Les politiques de répression et de criminalisation des drogues mises en œuvre à l'origine pour dissuader leur consommation ont échoué. Les données actuelles montrent qu'il est impossible, dans l'état des politiques, de réduire de façon significative et durable le marché mondial des drogues. Il apparaît en outre que ces politiques ont des conséquences négatives sévères sur la santé publique, la sécurité et le développement, tout en perpétuant des formes risquées d'usage de drogues et en punissant les consommateurs de manière disproportionnée dans certains pays. En d'autres termes, le régime actuel de contrôle des drogues, tel qu'il a été conçu et de la manière dont il est appliqué, ne peut avoir aucun impact positif sur l'offre et la demande de drogues.

En dépit de ces échecs pourtant, la situation globale des usagers drogues a évolué favorablement dans plusieurs pays grâce à l'action des ONG et des associations. Ces avancées ont conduit à une vision moins négative des personnes addictes, tout en incitant les pouvoirs publics à l'adoption de mesures essentielles de santé publique, à l'exemple des politiques de réduction des méfaits et des mesures favorisant le traitement et la réinsertion des personnes addictes.

2. United Nations Office on Drugs and Crime (online) – World Drug Report 2016 [Accès: 5 juin 2017]

Selon Dianova, il est **essentiel** que cette évolution suive son cours jusqu'à imposer une révision et même un changement de modèle dans le régime international de contrôle des drogues. Il est indispensable par exemple de cesser de criminaliser les usagers de drogues et de mettre l'accent sur une approche de santé publique équilibrée et complémentaire, fondée sur des méthodes qui ont fait leurs preuves.

Certaines approches de traitement et de réhabilitation, à l'exemple des communautés thérapeutiques professionnalisées, font partie de ces méthodes. Les politiques de réduction des méfaits représentent des solutions efficaces et à moindre coût, mais elles ne peuvent s'adresser à l'ensemble des usagers en demande de soins. Les programmes de réhabilitation, résidentiels ou ambulatoires, sont comparativement plus onéreux, mais à long terme ils représentent un **investissement rentable** en termes de réduction des dépenses des santé, de la criminalité et de l'absentéisme au travail notamment. C'est pourquoi **nous exhortons** les différents gouvernements à mettre en œuvre un ensemble de politiques complémentaires sans privilégier une approche au détriment d'une autre.

Le positionnement de Dianova

1 Le réseau Dianova constate les limites d'une politique internationale axée essentiellement sur la prohibition et la répression.

L'idéal d'un monde sans drogues était sans doute crédible il y a cinquante ans, mais il ne semble plus réaliste à l'aune des données dont nous disposons aujourd'hui. L'impossibilité d'enrayer l'augmentation du trafic, de la corruption et de la consommation de substances psychoactives, en particulier chez les jeunes, atteste de la nécessité de réviser l'approche en vigueur.

2 Le réseau Dianova soutient une réforme du cadre général des conventions et des institutions des Nations Unies en matière de drogues vers une approche de santé publique.

Ce cadre doit passer d'une approche essentiellement fondée sur la prohibition et la criminalisation à une approche de santé publique respectueuse des droits humains. La réforme devra en outre encourager l'innovation et la recherche de solutions adaptées à une problématique en constant changement, incluant une offre de traitement renforcée. De plus, nous attendons des institutions des Nations Unies qu'elles jouent un rôle moteur dans ce changement de mentalité en incitant les États à mettre en œuvre un ensemble de solutions adaptées et complémentaires.

3 Le réseau Dianova soutient la mise en place de grands débats sur les dépendances au plan national.

Nous estimons urgent de voir les mentalités évoluer au sujet des dépendances dans chaque pays, c'est pourquoi nous soutenons la mise en œuvre de débats transdisciplinaires à la fois

politiques, scientifiques et sociétaux, visant notamment à établir des recommandations ayant pour objectif central de réduire les dommages liés aux différents usages de substances, et tenant compte de la dangerosité comparée de celles-ci.

4 Le réseau Dianova se prononce pour la décriminalisation de l'usage de toutes les substances psychoactives.

Plusieurs centaines de milliers de personnes addictes sont criminalisées, punies de lourdes peines de prison, voire dans certains pays de la peine capitale, pour avoir fait usage de drogues illicites. Même les États de droit condamnent ces personnes au fardeau d'un casier judiciaire qui leur interdit l'accès à certains emplois. Nous soutenons la mise en œuvre de politiques basées sur la santé publique et les droits humains et nous réclamons qu'il soit mis un terme à ces politiques répressives inefficaces qui ne font que marginaliser les usagers de drogues et réduire leurs possibilités d'accéder aux soins dont ils ont besoin.

5 Le réseau Dianova soutient la mise en œuvre de mesures basées sur les données et les preuves scientifiques.

Il convient de limiter le poids des idéologies et des représentations subjectives et de privilégier des approches et des programmes validés par les données scientifiques, puis suivis et régulièrement évalués.

6 Le réseau Dianova soutient la mise en œuvre de mesures complémentaires et d'alternatives innovantes.

Privilégier une seule approche ou une seule catégorie de programmes (par exemple : traitement résidentiel/ambulatoire seul, ou stratégie de réduction des dommages seule) ne peut pas répondre à l'ensemble des besoins spécifiques des personnes addictes, c'est pourquoi nous soutenons la mise en œuvre de solutions et d'approches complémentaires et d'alternatives innovantes, fondées sur les besoins et sur les droits fondamentaux des personnes, dans les domaines de la prévention et du traitement des dépendances.

7 Le réseau Dianova soutient l'accès des patients au cannabis médical.

Dianova estime que les données scientifiques actuelles démontrent la validité des applications thérapeutiques du cannabis, notamment pour ses propriétés analgésiques, relaxantes, antispasmodiques et anti-vomitives, de stimulation de l'appétit, etc. Le réseau estime par conséquent que les patients concernés doivent avoir accès à un produit dont la qualité est surveillée, distribué en pharmacie ou dans des centres spécialisés et selon les modalités d'administration approuvées par les autorités de santé.

8 Le réseau Dianova soutient un accès universel des patients aux médicaments essentiels et au soulagement de la douleur.

Le système de contrôle des drogues ne permet pas un accès équitable aux médicaments comme les analgésiques à bases d'opiacés, essentiels à la prise en charge des douleurs et des

souffrances évitables. Dianova demande l'élimination de tous les obstacles politiques qui empêchent certains États à faibles et moyens revenus d'assurer un approvisionnement adéquat, ce qui représente un droit humain fondamental.

Le réseau Dianova prend acte de la décision de plusieurs États de mettre en œuvre une politique de libéralisation/régulation du cannabis.

Dianova estime que les connaissances scientifiques actuelles de même que les conséquences négatives de la prohibition du cannabis étayent le choix faits par ces États ; cependant, étant donné les doutes qui subsistent sur ces politiques, eu égard notamment aux risques sanitaires liés au cannabis et à celui de voir la consommation augmenter chez les jeunes, le réseau Dianova réserve pour l'instant sa prise de position jusqu'à ce que ces politiques aient été dûment évaluées et demeure attentive à l'évolution des connaissances scientifiques en la matière.

Le réseau Dianova se positionne contre la libéralisation/régulation des autres substances actuellement illicites.

Il est déjà difficile, voire impossible, pour les pouvoirs publics réduire la consommation de tabac et d'alcool et d'empêcher les mineurs d'en faire usage. C'est pourquoi, il nous semble qu'en l'état actuel des connaissances, le risque de voir l'usage de drogues actuellement illicites exploser en cas de libéralisation est trop grand pour que l'on choisisse la voie de la libéralisation ou régulation.

Sommaire

L'éducation



L'éducation dans le modèle Dianova

Dans le modèle Dianova l'éducation est une pratique transversale qui touche chacun de ses domaines d'intervention et s'inscrit au cœur de sa mission. Pour Dianova, contribuer au développement et à l'autonomie des personnes passe notamment par la mise en œuvre d'espaces d'éducation formelle, non-formelle et informelle.

L'éducation formelle est constituée des composantes du système éducatif et de formation (écoles et universités, éducation aux adultes). Chez Dianova cela se traduit par des formations diplômantes, des stages d'apprentissage ou des cours d'éducation aux adultes. L'éducation informelle représente quant à elle les apprentissages que nous faisons chaque jour, parfois sans nous en rendre compte : lire un article, discuter entre amis, intégrer les opinions d'autrui pour façonner la sienne propre.

A mi-chemin entre l'éducation formelle et informelle, l'éducation non-formelle propose des espaces et des temps d'apprentissage définis, sans validation par un diplôme. L'éducation non-formelle cherche à mettre en avant l'esprit d'initiative et l'autonomie des participants dans un format ouvert, participatif et inclusif.

Chez Dianova, ces apprentissages non-formels peuvent par exemple utiliser l'éducation expérientielle, c'est-à-dire un processus par lequel un individu acquiert des aptitudes cognitives et sociales par le biais des expériences directes, transformées en acquis par le retour sur soi et la réflexion – avec l'aide et l'accompagnement d'un éducateur ou d'un facilitateur expérimenté.

Caractéristiques de l'éducation non-formelle :

- C'est un processus organisé à vocation éducative,
- Elle est participative et centrée sur la personne,
- Elle vise à développer les capacités et les compétences des personnes et prépare à une citoyenneté active,
- Elle privilégie l'action, l'expérience et l'esprit d'initiative, à partir des besoins des participants,
- Elle est fondée sur des apprentissages individuels et de groupe, au sein d'une approche participative et inclusive.

Dianova et l'éducation : perspectives et activités

Au sein de ses programmes et de ses espaces éducatifs ou de formation Dianova propose une approche de l'éducation formelle, non-formelle ou informelle dans laquelle le participant s'implique activement dans le processus d'apprentissage. Indépendamment du contenu des formations ou des connaissances ou compétences qu'elles permettent d'acquérir, Dianova favorise avant tout l'apprentissage de l'autonomie et de la participation. Ces espaces amènent le participant à mieux se connaître, à s'analyser et à faire le point sur ses aptitudes et ses compétences, tout en étant peu à peu habitué à prendre des initiatives au sein d'un groupe et à en mesurer les impacts.

Les actions d'éducation proposées par Dianova doivent à la fois permettre aux participants de renouer avec un projet d'éducation formelle (études, université, formations), tout en favorisant, grâce à l'atout de cette approche participative et inclusive, un apprentissage de la citoyenneté, du vivre-ensemble et du respect d'autrui et de l'environnement. Il s'agit non seulement de stimuler la transmission des savoirs chez les participants mais aussi de favoriser l'acquisition de compétences, et un esprit d'innovation et d'autonomie dans leur devenir de citoyen.

Par ailleurs, Dianova met en œuvre des programmes de formation diplômante (pour ses collaborateurs, usagers et autres publics spécifiques) en s'assurant de respecter l'égalité d'opportunités en matière d'accès à l'éducation et à la formation – en particulier pour les personnes en situation de risque d'exclusion sociale ou autres personnes vulnérables – et en mettant l'accent sur l'acquisition des compétences sociales et techniques susceptibles de faciliter l'intégration sociale et professionnelle.

Le positionnement de Dianova

Selon Dianova, l'éducation est un droit qui doit être garanti par l'État et renforcé par la société civile dans son ensemble. Le droit à l'éducation doit concerner la population dans son entier, les enfants (garçons et filles) les adolescents et les adultes.

Les objectifs premiers de l'éducation doivent être les suivants:

- Favoriser l'épanouissement de la personnalité humaine, le développement de ses talents et de ses capacités mentales et physiques dans tout leur potentiel;
- Inculquer le respect des droits de la personne et des libertés;
- Inculquer le respect de l'identité des personnes, de leur langue, de leurs valeurs culturelles, des valeurs nationales propres à leurs pays de résidence ou d'origine, ainsi que le respect des civilisations et des cultures différentes de la leur;
- Permettre aux personnes d'assumer leurs responsabilités de vie dans une société libre, dans un esprit de paix, de tolérance, d'égalité des sexes et d'amitié entre les peuples;
- Inculquer le respect des milieux naturels et des écosystèmes.

Dianova **met en œuvre** des actions d'éducation formelle (organisées et certifiées), non formelle (organisées mais non certifiées – programmes thérapeutiques et de prévention, campagnes de marketing et de publicité sociale, entre autres) et informelle (spontanées) dans le but de contribuer à la réalisation des objectifs identifiés.

Dianova **développe des actions** de lobbying et de plaidoyer pour que chacun ait accès au système éducatif partout dans le monde. Dans cette perspective le réseau Dianova intervient face aux organismes internationaux et aux États afin de promouvoir l'éducation pour tous et avec tous et faire tomber les barrières qui empêchent d'y accéder, telles que :

Manque de financement pour l'éducation – l'argent ne fait pas tout, mais il demeure l'élément essentiel d'un système éducatif valide et performant. Depuis 2008, les financements mondiaux pour l'aide à l'éducation ont chuté, entraînant une réduction de 34 milliards \$ sur quatre ans, pour les 59 pays en développement partenaire du Partenariat Mondial pour l'Éducation.

Manque de professeurs ou de professeurs qualifiés – les professeurs ne sont pas assez nombreux pour assurer l'objectif de l'éducation primaire pour tous. De plus, nombre d'entre eux ne sont pas suffisamment formés, ce qui entraîne des déficits d'apprentissage pour de nombreux enfants. Selon les Nations Unies, 5.1 millions de professeurs supplémentaires sont nécessaires pour atteindre l'objectif d'une éducation secondaire de base d'ici 2030.

Manque de salles de classe et de matériel – L'absence de salle de classe et de condition décentes d'apprentissage (matériel scolaire, eau potable, toilettes) est un obstacle pour des millions d'enfants, notamment en Afrique sub-saharienne.

Exclusion des enfants handicapés – l'éducation est un droit humain universel, pourtant, près de 93 millions d'enfants handicapés n'ont pas accès au système éducatif et dans les pays les plus pauvres, jusqu'à 95% des enfants handicapés ne vont pas à l'école.

Le fait d'être une fille – appartenir au 'mauvais' genre est l'une des raisons majeures pour se voir dénier le droit à l'éducation. Des générations entières de jeunes filles n'ont pas pu accéder à l'éducation et actuellement plus de 100 millions de jeunes femmes ne savent ni lire ni écrire. Aujourd'hui encore, malgré de récents progrès, une adolescente sur cinq ne va pas à l'école à cause de la pauvreté (les familles jugent plus profitable d'éduquer les garçons en priorité, tandis que les filles restent à la maison pour s'occuper des tâches ménagères).

Vivre dans un pays en guerre – les systèmes éducatifs sont l'une des premières victimes des conflits : les gouvernements n'assurent plus les services essentiels et les déplacements de population empêchent la continuité de l'apprentissage. De plus, le maintien de l'éducation est un objectif non prioritaire pour l'aide humanitaire (seul 1.4% de l'aide humanitaire mondiale a été allouée à l'éducation en 2012).

La distance entre la maison et l'école – à cause du manque d'établissements, de nombreux enfants doivent marcher jusqu'à six heures par jour pour se rendre ou revenir de l'école, ce qui représente une difficulté insurmontable pour les enfants handicapés ou souffrant de malnutrition, ainsi que pour les filles, plus vulnérables aux violences pouvant survenir lors de trajets parfois dangereux.

La faim et la malnutrition – l'impact de la faim sur l'éducation est sous-évalué, on estime pourtant que la seule malnutrition a un impact négatif important sur le cerveau en développement et les habiletés cognitives, ce qui limite l'apprentissage scolaire, notamment celui de la lecture. Plus de 171 millions d'enfants sont concernés.

Les frais liés à l'éducation – l'éducation gratuite est un droit pour tous, comme le stipule la déclaration universelle des droits de l'homme. Pourtant, malgré de récents progrès, le fait d'aller à l'école entraîne trop de frais, formels et informels, notamment pour les familles les plus pauvres condamnées à voir se répéter le cycle de la pauvreté.

La jeunesse

Sommaire



Les jeunes représentent la population âgée de 15 à 24 ans, soit 18% de la population mondiale. La jeunesse représente un capital social fondamental; elle est le moteur du changement social, du développement économique et des progrès techniques, sociaux et culturels. Aucune société ne peut prospérer sans compter sur la vision, les idéaux, l'énergie et l'engagement de la jeunesse.

Pour Dianova, il faut tout mettre en œuvre pour assurer le développement de programmes, initiatives et politiques dédiées aux jeunes. Les efforts que l'on fait maintenant pour tirer parti de leur potentiel et résoudre les problèmes et les difficultés qui les concernent, auront des répercussions importantes sur le bien-être et la prospérité des générations futures.

Protéger la jeunesse

Pression sociale

Les bouleversements culturels, politiques, économiques et sociaux qui secouent la société actuelle posent d'immenses défis aux jeunes. Dans beaucoup de pays développés, la société exige des nouvelles générations qu'elles soient formées et préparées au mieux à une vie professionnelle hyper compétitive au sein de laquelle elles ont pourtant du mal à trouver leur place, c'est pourquoi il faut soutenir les efforts visant à aider les jeunes à s'épanouir.

Abus et dangers

Les jeunes peuvent être exposés à des situations dangereuses qui retardent leur développement ou les empêchent de suivre une scolarité normale, notamment les situations de conflit et de travail forcé dans certains pays, et plus généralement les problèmes d'abus et de mauvais traitement. Pour ces raisons Dianova met en œuvre des programmes et des activités favorisant le développement de la jeunesse et s'engage par des initiatives de plaidoyer à inciter les organisations internationales et les gouvernements à assurer l'insertion sociale des jeunes après les situations de conflits et à promulguer et respecter des lois protégeant la jeunesse.

Conflits propres à la jeunesse

L'adolescence et les années qui s'ensuivent, représente une ère de conflits, réels ou imaginaires, susceptibles d'amener les jeunes sur des chemins dangereux (abus de substances et autres conduites dangereuses, extrémisme, etc.) C'est pourquoi, par le biais de ses différentes initiatives, Dianova veut donner priorité au travail auprès des jeunes, afin de les aider à résoudre ces problèmes au moment où ils apparaissent.

Santé des jeunes

La plupart des jeunes dans le monde sont en bonne santé, mais un certain nombre de problématiques et de maladies peuvent entraver leur épanouissement : consommation de tabac et d'alcool, manque d'exercice physique, rapports sexuels non protégés, exposition à la violence, etc. Promouvoir des pratiques saines durant l'adolescence et prendre des mesures visant à la prévention des risques sanitaires sont des enjeux essentiels pour l'avenir.

Promouvoir l'éducation de la jeunesse

La jeunesse actuelle dispose d'un niveau d'éducation jamais atteint auparavant, pourtant beaucoup reste encore à faire pour promouvoir l'éducation des enfants et des jeunes dans le monde afin de leur permettre d'avoir accès à un travail décent et un niveau de vie satisfaisant. Parmi les actions prioritaires, il faut notamment :

- Lutter contre les disparités entre les sexes : l'éducation des filles est un élément essentiel de leur développement, mais aussi de celui de leurs familles et des communautés dont elles sont issues. Pourtant, même si le taux d'alphabétisation des filles a augmenté au cours des dernières années, il est toujours inférieur à celui des garçons.
- Aider les jeunes dans les pays en développement à accéder à l'éducation et à la formation à tous les niveaux.
- Dans les pays développés, un effort important doit être fait pour améliorer la qualité et l'efficacité de l'éducation et de la formation, tout en encourageant la créativité, l'innovation et l'esprit d'entrepreneuriat à tous les niveaux du parcours éducatif.

Promouvoir l'intégration professionnelle et sociale des jeunes

Dans un contexte de vieillissement de la population, comme c'est le cas dans la plupart des pays industrialisés, l'éducation et l'intégration professionnelle des jeunes représentent un défi immense. Beaucoup de jeunes vivent une problématique d'exclusion sociale découlant du décrochage scolaire et d'un chômage élevé parmi cette population – à titre d'exemple, dans l'Union Européenne, un jeune sur trois est sans emploi un an après avoir quitté le système éducatif.

Le positionnement de Dianova

Selon Dianova, il est indispensable de mettre en place des stratégies transversales afin que les jeunes générations disposent des moyens et des conditions favorables à la réussite de leur intégration professionnelle et sociale. Cette stratégie doit passer par une participation accrue des jeunes à la vie citoyenne et par un investissement – financier mais aussi social et politique – en faveur des jeunes et incluant leur participation, mais aussi celle des organisations de la société civile, des familles, des enseignants et des employeurs.

A ce titre, Dianova **soutient la stratégie** de l'UNESCO pour la Jeunesse (2014-2021) mise en œuvre selon trois axes de travail :

- Formulation et révision des politiques avec la participation des jeunes ;
- Renforcement des capacités pour la transition vers l'âge adulte ;
- Engagement civique, participation démocratique et innovation sociale.

Inégalités, pauvreté et exclusion sociale

Sommaire



Pauvreté dans le monde

En trente ans, le nombre de personnes vivant sous le seuil d'extrême pauvreté (moins de 1.9 dollar par jour) est passé de 2 milliards en 1981 à 900 millions en 2012. Si l'on tient compte de l'augmentation de la population mondiale (de 4.5 à 7 milliards d'individus), le taux d'extrême pauvreté a été diminué par trois. Aujourd'hui, 12.8% de la population des pays en développement ou émergents est en situation d'extrême pauvreté, contre 44% il y a trente ans.

Alors même qu'elles sont confrontées à une pression démographique énorme, toutes les régions du monde ont vu au cours de ces trente années un recul de l'extrême pauvreté et une amélioration des conditions de vie. Pourtant, ces données mondiales ne représentent qu'une tendance générale qui masque la persistance d'immenses poches de pauvreté. En outre, le seuil fixé à 1.9 dollar est non seulement très bas, mais il ne tient pas non plus compte de l'enrichissement des pays qui, dans la majorité des cas, ne bénéficie qu'à une infime minorité.

Inégalités dans les pays

Si il existe une tendance importante de réduction des inégalités entre pays, en revanche les inégalités internes, c'est-à-dire au sein même des pays, sont en augmentation depuis les années 80 dans les pays développés, mais aussi, depuis quelques années, dans les pays émergents.

Les facteurs traditionnellement avancés pour expliquer cette recrudescence des inégalités sont la mondialisation, les progrès techniques et les politiques publiques, cette dernière raison expliquant en partie les différences énormes qui existent entre les pays en termes de niveaux des inégalités et de la pauvreté.

Les pays les plus inégalitaires aujourd'hui au sein de la zone OCDE sont le Mexique, le Chili et la Turquie, suivis par les Etats-Unis. Le coefficient de Gini (une mesure statistique qui vaut 0 si tous les individus ont le même revenu, et 1 si une seule personne détient la totalité du revenu disponible) y dépasse 0.40, un seuil souvent considéré comme critique, et dépasse même 0.48 au Chili et au Mexique. Les pays du nord de l'Europe, comme le Danemark et la Norvège et certains pays d'Europe centrale, comme la Slovénie et la République slovaque, sont les plus égalitaires. Pour ce qui est des pays hors zone OCDE, les données ne sont pas parfaitement comparables mais permettent malgré tout d'établir que les inégalités dans les pays émergents sont en moyenne plus importantes que dans la zone OCDE³.

La plupart des pays développés ont instauré au fil des années des filets de protection sociale et d'assistance qui continuent de jouer leur rôle : l'immense majorité de la population a aujourd'hui accès aux biens de base comme l'eau potable, les maladies qui tuent encore dans les pays pauvres ont disparu et, au-delà des éléments vitaux, chacun peut accéder à un ensemble de services publics, plus ou moins développés selon les pays.

Les difficultés rencontrées par une frange de plus en plus importante de la population ne se mesurent pas en termes de pauvreté absolue ; il serait absurde d'appliquer la mesure de l'extrême pauvreté (moins de 1.9 dollars par jour) à ces pays. En revanche, l'accroissement des inégalités contribue à élargir l'éventail des difficultés rencontrées par les plus démunis, en termes de logement, d'emploi et de formation, d'éducation, de santé, d'illettrisme, d'accès aux loisirs et à la culture, etc., ce qui les met potentiellement en situation de grande vulnérabilité sociale.

Au sein de nos pays les plus opulents, des centaines de milliers de personnes sont sans-abri et confrontées chaque jour aux dangers de la rue. Des travailleurs étrangers sans papiers sont exploités dans des emplois de fortune et logés à prix d'or dans des taudis. Des millions de personnes vivent dans des logements insalubres et sont dans l'impossibilité de se nourrir correctement, d'offrir des loisirs ou des vêtements à leurs enfants, de prendre des congés. Bien sûr, ces situations n'atteignent pas l'ampleur de la pauvreté extrême qui existe dans les pays émergents, mais elles génèrent un sentiment de vulnérabilité sociale destructeur et susceptible de menacer la cohésion sociale.

3. OECD, 2015 (Online) In It Together: Why Less Inequality Benefits All, (*Tous concernés: Pourquoi moins d'inégalité profite à tous?*) OECD Publishing, Paris. [Accès: 5 juin 2017]

Le positionnement de Dianova

Dianova **estime** qu'il est essentiel de prendre conscience de l'ampleur du fossé qui sépare les citoyens du monde que tous nous partageons et nous accordons la plus grande valeur au principe selon lequel tous les êtres humains « a droit à la vie, à la liberté et à la sûreté de sa personne », quels que soient les pays où ils vivent.

C'est pourquoi, **nous pensons** que l'amélioration des conditions de vie des plus pauvres dans le monde devrait constituer une source de préoccupation constante des pays riches, ce qui est loin d'être aujourd'hui le cas au vu du manque d'intérêt porté à la situation des pays en développement. **Nous pensons** que notre rôle, en tant qu'acteurs de la société civile, est de soutenir le développement des pays aux plans économique, démocratique et social, et d'influencer nos gouvernements à faire de même.

S'il est indispensable d'apporter davantage d'attention aux pays en développement, **nous croyons** qu'il est également important d'agir pour prêter assistance au nombre de plus en plus grand de personnes en situation de vulnérabilité sociale liée à la montée des inégalités.

Dianova **estime** que ces situations de pauvreté et d'exclusion sont injustes et indignes de sociétés qui disposent des moyens pour y faire face. En outre, **nous pensons** qu'apporter un soutien aux personnes vulnérables en vue de favoriser leur inclusion pourrait apporter des bénéfices importants, au plan social, économique et de la sécurité publique.

C'est pourquoi, pour des raisons à la fois éthiques et pratiques, **nous soutenons** la recherche et la mise en œuvre de solutions visant à favoriser l'inclusion des personnes en grande vulnérabilité sociale et à lutter efficacement contre les causes de la pauvreté et de l'exclusion. C'est un objectif fondamental pour parvenir à une société sereine.

Développement communautaire

Sommaire



Le développement communautaire est un processus mis en œuvre par une communauté, afin de lui permettre de résoudre un problème ou d'améliorer ses conditions de vie, et en particulier celles des plus vulnérables ou des plus socialement défavorisés. Le processus implique la participation active des membres de la communauté, mais aussi des institutions et des ONG.

Le terme « développement communautaire » est un terme générique qui peut recouvrir des approches similaires telles que le développement social, développement local, projet participatif, action collective, etc. Ces approches de développement communautaire ont en commun de ne pas imposer une solution aux communautés afin d'améliorer la vie de leurs citoyens, mais de proposer des façons de faire et des moyens d'action sur la base de trois principes : la participation citoyenne, la concertation et les partenariats, et l'augmentation du pouvoir d'agir individuel et communautaire.

Participation citoyenne

Dans le contexte du développement communautaire, la participation vise l'engagement des citoyens dans les différentes actions liées à la vie de leur communauté. Il s'agit de faire entendre son point de vue, de participer aux décisions et à l'action. Les citoyens ne sont pas considérés comme de simples usagers des services mis à leur disposition, mais comme des acteurs disposant de leurs propres réponses collectives. Le développement communautaire ne vise pas à travailler pour la population mais avec celle-ci.

Concertation et partenariats

Le principe de concertation et de partenariats repose sur l'idée que les facteurs déterminants de la santé et des conditions de vie d'une communauté se trouvent souvent à l'extérieur de celle-ci. Le principe s'appuie d'une part sur une prise de conscience de la part de la communauté des mécanismes économiques, politiques et sociaux qui influencent les conditions de vie de ses citoyens, et d'autre part sur un engagement à travailler avec les acteurs locaux, les professionnels mais aussi avec les pouvoirs publics, dans le but d'innover et de créer des formes nouvelles d'organisation et de fonctionnement avec un résultat durable.

Augmentation du pouvoir d'agir

Renforcer le pouvoir d'agir s'effectue au plan individuel, organisationnel et communautaire. Au plan individuel, l'objectif est d'amener les personnes à exercer un plus grand pouvoir sur leur vie et leur santé. Au plan organisationnel, le pouvoir d'agir peut prendre la forme d'une

structure de soutien et d'évaluation des initiatives individuelles et des actions collectives. Enfin, la dimension collective vise à augmenter la capacité de la communauté à améliorer les conditions de vie de ses citoyens, tout en réduisant les inégalités.

Le positionnement de Dianova

Comme tout travail social, le développement communautaire est porteur d'un ensemble de valeurs servant de cadre de référence commun. Ces valeurs sont la poursuite d'une meilleure justice sociale et la défense des droits fondamentaux des personnes, les valeurs d'égalité et d'équité dont l'objet est d'assurer les mêmes chances pour tous, et surtout la défense des personnes les plus vulnérables, par la création d'espaces permettant de créer ou de renforcer le lien social et la cohésion des groupes de population, dans un esprit de coopération et de solidarité.

Dianova **considère** qu'un travail communautaire de qualité doit promouvoir et favoriser un échange équilibré entre les différents interlocuteurs sur la base de ces valeurs de justice sociale, de droits, d'équité, d'égalité et d'aide aux plus démunis. Il doit être fondé sur la prise en compte des besoins et des intérêts de chacun. Il doit enfin privilégier les forces existantes et potentielles, dans le cadre d'une approche globale. Pour Dianova, les personnes bénéficiaires du développement communautaire **doivent participer activement** au processus de prise de décision et à la mise en œuvre des mesures qui les concernent. C'est la notion d'empowerment appliquée au développement des communautés.

Les migrations

[Sommaire](#)



Les migrations existent depuis toujours. De l'Afrique à la Mésopotamie, du cœur de l'Asie vers les Amériques, toutes les régions du monde ont connu de grands mouvements migratoires. Les raisons de ces migrations ont été diverses : changements climatiques, relations commerciales, motifs militaires, religieux ou politiques. Les tous premiers pas de la mondialisation économique, à partir du 15^{ème} siècle, débouchent sur la conquête de grands territoires et sur de grands mouvements de populations, à l'exemple de l'esclavage qui enlève au continent africain près de vingt millions de personnes qui sont déportées vers les Amériques. De nos jours encore, certains pays ont si peu à offrir à leurs citoyens, ou bien sont à ce point ravagés par la guerre, la corruption ou l'oppression, que le départ apparaît comme la seule solution pour améliorer sa situation.

Les migrations n'ont pas l'ampleur qu'elles avaient par le passé, mais il semble qu'on en parle beaucoup plus, souvent pour montrer du doigt les migrants et les réfugiés et les rendre responsables de tous nos maux. La Déclaration universelle des droits de l'homme affirme le droit à quitter un pays, y compris le sien, pourtant, un peu partout dans le monde ce droit est de plus en plus remis en question, tant les conditions d'immigration et d'entrée dans un pays sont devenues difficiles.

La situation s'est même aggravée depuis 2013, avec l'exode de centaines de milliers de personnes venues de Syrie, du Soudan, d'Erythrée ou d'Irak, fuyant la guerre, le chaos et les violences pour chercher asile dans les pays voisins, ou pour certains d'entre eux, pour rejoindre l'Europe et les autres pays du Nord.

Sur le continent Américain, un pays comme le Venezuela – qui il y a cinquante ans était stable et prospère et drainait des dizaines de milliers de migrants venus d'Allemagne, d'Italie, d'Espagne et du Portugal – a vu sa situation s'inverser en quelques années. Aujourd'hui, pour fuir une économie en lambeaux héritée du socialisme bolivarien, près de 60 pour cent des Vénézuéliens souhaitent quitter le pays⁴, tandis que ceux qui peuvent vraiment le faire, des travailleurs qualifiés pour la plupart, vont rejoindre l'industrie du pétrole en Colombie, créer des commerces en Uruguay ou à Panama, ou bien ouvrir des cliniques à Miami ou Toronto.

Il reste malgré tout à savoir si le reste de l'Amérique Latine est prête à commencer à tirer profit de ces mouvements de migration, qu'ils viennent du Venezuela ou d'ailleurs. En effet, l'Amérique Latine est l'une des régions du monde qui accueille le moins de migrants ou de réfugiés : ces derniers représentaient seulement 1.5 pour cent de la population en 2015⁵.

Des préjugés en augmentation

Pour répondre à ces crises migratoires, beaucoup de pays européens sont tentés par le repli sur soi : construction de murs, renforcement des contrôles aux frontières de l'Europe (et même rétablissement des contrôles dans l'espace Schengen), refus d'accueillir les migrants et/ou réfugiés malgré les directives de l'Union, etc. Dans le même temps, certains responsables politiques caressent l'opinion dans le sens du poil en se faisant l'écho de nombreux préjugés contre les migrants ou les réfugiés.

Aux Etats-Unis, le président a signé au début de l'année 2017 le décret donnant le coup d'envoi au projet de construction d'un mur le long de l'immense frontière avec le Mexique – un mur que beaucoup jugent non seulement inutile (le nombre d'immigrants mexicains est en baisse depuis 2007), mais surtout nuisible aux relations entre les deux pays. Enfin, le président de la république argentine a signé en janvier 2017 un décret⁶ limitant l'immigration en provenance des pays les plus pauvres d'Amérique du Sud.

4. Source : Datincorp – Caracas, lu dans www.miamiherald.com (2016) [Accès: 5 juin 2017]

5. UN Dept. of Economic and Social Affairs - [International Migration 2015](#) [Accès: 5 juin 2017]

6. [Boletín oficial de la República Argentina](#) [Accès: 5 juin 2017]

Le positionnement de Dianova

Pour un devoir de solidarité, de citoyenneté et de justice sociale

De façon générale, les migrants et/ou réfugiés donnent bien plus qu'ils ne reçoivent; ils sont consommateurs des biens et des services des pays qui les accueillent; pour beaucoup ils arrivent en possédant déjà une formation, travaillent, paient des impôts et créent des richesses. Ils cotisent pour les retraites de tous et contribuent à la vitalité et à la diversité démographique. En ce sens, **Dianova estime** que la migration joue un rôle positif essentiel à la richesse culturelle et au développement des pays d'accueil – ainsi que l'ont montré les analyses de l'OCDE sur l'incidence de l'immigration sur les finances publiques, la croissance économique et les marchés du travail.

La crise migratoire actuelle pose en revanche un nouveau défi, notamment pour les pays européens. Pour relever ce défi à court et à long terme **il est indispensable** d'une part de mettre en œuvre des politiques coordonnées d'accueil et d'intégration des migrants et des réfugiés, et d'autre part de lutter contre le rejet croissant dont l'immigration fait l'objet au sein de la population. **Nous devons** contrer les arguments extrémistes qui font de l'immigration une menace pour l'emploi et la protection sociale, pour l'identité de tel ou tel pays – et cela sans pour autant nier les problèmes qui existent localement du fait de concentrations excessives de populations récemment arrivées.

Nous pensons que seule une prise de conscience de l'interdépendance des nations peut nous permettre d'appréhender les migrations comme un phénomène enrichissant, inhérent aux sociétés humaines, et susceptible de concerner tous les pays, y compris les pays hôtes d'aujourd'hui. Dianova **estime** que chacun, à son niveau (action associative ou citoyenne, plaidoyer auprès des gouvernements, soutien à des projets d'accueil et de développement dans les pays de départ) peut aider à construire un monde dans lequel les migrations ne sont plus considérées comme une menace, mais comme une richesse et une opportunité de développement.

Nous comprenons enfin que les flux migratoires doivent être contrôlés par des politiques de régulation. Ces politiques doivent cependant être complémentaires de celles visant l'aide au développement en faveur des pays d'émigration et appliquées avec discernement et humanité afin d'éviter de stigmatiser les populations immigrées et de garantir leur accueil et leur intégration dans les meilleures conditions possibles.

L'égalité de genre et l'autonomisation des femmes

Sommaire



L'utilisation du terme « les femmes et les filles » dans le texte fait référence à l'identité sexuelle perçue, quel que soit son sexe de naissance, son orientation ou son expression sexuelle.

Égalité de genre

L'égalité des genres recouvre la notion selon laquelle tous les êtres humains sont libres de développer leurs aptitudes personnelles et de faire leurs propres choix, sans qu'ils soient bridés par des stéréotypes, une division rigide des rôles ou des préjugés. L'égalité des genres signifie que les comportements, les aspirations et les besoins différents des personnes sont pris en compte de manière égale, valorisés et encouragés.

Bien que l'on considère habituellement l'égalité de genre comme le fait de parvenir à une égalité d'opportunités pour hommes et femmes, un concept contemporain de l'égalité de genre va au-delà de ce modèle binaire pour répondre aux nuances spécifiques, aux défis et aux différents niveaux de vulnérabilité associés aux formes et aux expressions diverses de l'identité de genre des individus. Dans cette optique, promouvoir l'égalité de genre implique aussi de lutter contre toute forme de discrimination fondée sur le sexe, les rôles sexospécifiques, l'identité de genre et l'orientation sexuelle. Cela signifie que tous les individus ont un accès équitable aux opportunités, aux droits, aux obligations et aux possibilités, sans que cet accès soit déterminé par le genre de naissance des individus ou comment ils expriment leur identité.

Les femmes et les filles ont historiquement été systématiquement affectées par les préjugés et discriminations, mettant en péril leur liberté, leur sécurité et leur potentiel et perpétuant une situation généralisée d'inégalité de genre. Pour équilibrer la balance, il faut donner aux groupes défavorisés les moyens d'accéder à une égalité d'opportunités. L'équité entre les sexes, qui implique de soutenir le côté défavorisé afin de créer les conditions propices à l'égalité d'opportunités, est alors le moyen de réaliser l'égalité de genre.

Sur le chemin vers l'égalité de genre, Dianova reconnaît et approuve les efforts menés à bien par les mouvements de défense des droits des femmes et les mouvements LGBTQ (Lesbiennes, gays, bisexuels, transgenres et Queer) pour garantir l'accès universel à l'éducation, au marché du travail et aux droits sexuels et reproductifs. De même, notre réseau s'engage à mettre fin aux violences sexuelles et aux autres formes de violence sexiste et à participer à créer un monde où les femmes et les filles font partie du processus de décision et sont des partenaires égaux dans le développement personnel, familial et communautaire.

Intégration de l'égalité de genre

Pour construire un monde où chaque individu a la possibilité de développer pleinement son potentiel, les gouvernements, le secteur privé et la société civile doivent analyser et s'attaquer à l'impact des différents programmes et politiques sur les groupes de population en fonction de leur genre et dans des contextes spécifiques. À cette fin, il est nécessaire d'investir dans des données ventilées par sexe. Une analyse sexospécifique de ces informations aidera à formuler des réponses adaptées aux besoins des femmes et des filles, s'agissant de l'accès à l'éducation, au marché du travail, ou aux postes décisionnaires, ainsi qu'à mettre fin aux violences et aux discriminations fondées sur le genre.

Ce n'est qu'en intégrant la perspective de l'égalité de genre dans toutes les actions, tant au niveau organisationnel que programmatique, que nous aurons la chance de parvenir à une société plus juste et plus équitable. En fait, lorsque nous œuvrons pour l'égalité de genre, nous aidons non seulement au développement durable, mais aussi à l'autonomisation des femmes. Ces deux concepts complémentaires, l'égalité de genre et l'autonomisation des femmes, ont le pouvoir de transformer les relations humaines à tous les niveaux.

L'autonomisation des femmes

L'autonomisation des femmes est le processus visant à accroître la capacité des femmes à devenir les agents de leur vie et de leurs choix propres. En outre, l'émancipation économique des femmes met en place les conditions de leur liberté et de leur indépendance et leur apporte la capacité de transformer leurs choix en actions. Tandis que tout le monde, hommes et femmes, doit faire partie des efforts visant à l'égalité de genre – ce qui nécessite un changement de mentalité de la société tout entière – les femmes sont l'objectif principal des politiques et des programmes.

Tout comme l'égalité de genre, l'autonomisation des femmes est une dimension transversale des politiques de Dianova. Notre réseau est engagé dans des activités qui donnent aux femmes la possibilité de développer leurs capacités professionnelles et d'accéder pleinement aux moyens de participer à chaque secteur de la vie économique. Nous envisageons un monde où les femmes et les filles participeront à part égale à l'enseignement, au travail, aux prises de décision, au sein de leurs communautés et leur foyer.

Le positionnement de Dianova

L'autonomisation des femmes pour le développement mondial

L'autonomisation des femmes est une prémisses du développement plein et durable des nations. Les femmes et les filles représentent la moitié de la population mondiale et leur accès à une éducation de qualité et leur participation au monde du travail sont étroitement associés au développement économique, social et culturel. La Banque Mondiale a ainsi déclaré que sans une participation égale des femmes et des hommes, « aucun pays, aucune communauté ni économie ne peut réaliser son potentiel ni relever les défis du XXI^e siècle ».

À cet effet, Dianova **estime** que la réorganisation du marché du travail et la redistribution inclusive et équitable des ressources sont essentielles pour parvenir à l'autonomisation des femmes et à l'égalité entre les sexes, mais aussi pour mettre un terme à la pauvreté et s'inscrire dans un développement soutenable qui profite à tous. De telles mesures impliquent de garantir un salaire égal pour des postes équivalents, d'accorder des congés de maternité décents, des modalités flexibles de travail pour les mères, ainsi que des garderies accessibles, tout en assurant le respect de la parité entre les sexes au sein des postes de direction.

L'autonomisation des femmes peut protéger efficacement les femmes des emplois informels, incertains et sous-payés. En définitive, compte tenu de son rôle essentiel en faveur de la réalisation de l'égalité de genre, l'autonomisation des femmes est aussi l'un des fondements de la solidité des économies, une façon de remplir les engagements internationaux en faveur du développement et des droits humains, et un moyen d'améliorer la vie de tous – celles des femmes, des hommes, des familles et des communautés dans leur ensemble.

Les femmes et les addictions

L'abus de substances est l'une des causes majeures des violences faites aux femmes: les addictions rendent les femmes plus vulnérables aux violences physique et sexuelles, à l'exploitation et aux abus psychologiques. De même, les implications de santé publique liés à l'abus de drogues affectent davantage les femmes vulnérables. Un enseignement de base sur les questions de santé publique, de santé sexuelle et reproductive et de santé maternelle, ainsi que la promotion des programmes de prévention des addictions peuvent permettre de **réduire la vulnérabilité** des femmes face aux addictions.

En matière de prévention, il est également avéré que l'accès à l'information et à l'éducation ainsi que les mesures de soutien communautaire au plan local peuvent aider à promouvoir l'égalité de genre, réduire les violences faites aux femmes et valoriser leur contribution à la famille, à la communauté et à la société. Ces mesure sont par extension à même de réduire le nombre de femmes addictes ou impliquées dans le trafic de drogues, en raison de situations d'abus ou d'un manque d'opportunités éducatives et d'emploi.

Au plan du traitement des addictions, Dianova **considère** qu'il est essentiel de combattre les discriminations et faciliter l'accès aux femmes aux programmes de réadaptation. Les programmes doivent tenir compte des besoins spécifiques des femmes – par exemple celles ayant des enfants à charge – en leur offrant des modalités individualisées de traitement, de suivi et de réinsertion. Enfin, il est important de promouvoir la recherche sur les questions relatives aux femmes, aux addictions et au développement dans le but d'obtenir une vision actualisée des relations entre ces thèmes et relever des défis toujours plus difficiles.

Les femmes et les migrations

Le monde est actuellement confronté aux bouleversements et aux nombreux défis posés par le plus important flux de migration forcée depuis la deuxième guerre mondiale. C'est une situation difficile pour tous les migrants, mais plus particulièrement pour les femmes et pour les autres groupes minoritaires.

Les vulnérabilités préexistantes atteignent des proportions insupportables pour les femmes qui vivent dans les zones de conflit et se voient forcées à fuir. La violence, la traite des êtres humains, l'exploitation et les agressions sexuelles, les abus et la discrimination s'ajoutent alors aux défis déjà nombreux que doivent relever les migrants, au sein des pays d'accueil, durant leur voyage ou lors de leur passage dans les camps de transit et de réfugiés.

Outre les efforts actuellement déployés pour cibler les besoins spécifiques des femmes et les filles dans ces contextes, **nous devons investir** mieux et plus en faveur de leur protection et de leur autonomisation. A ce propos, Dianova **estime** que les gouvernements, le secteur privé et les organisations de la société civile doivent œuvrer ensemble afin d'identifier les besoins et mettre en place des politiques et des mesures au plan national et bilatéral visant protéger les femmes et à assurer une gestion plus efficace du phénomène de la migration féminine.

3^{ème} partie : La communication

Sommaire

Dianova et la communication



La communication est un terme qui peut être différemment interprété selon le rôle que l'on joue au sein d'une ONG. Pour un agent spécialisé dans la prévention des comportements à risque, cela peut signifier, par exemple, sensibiliser un groupe de personnes vulnérables par le biais d'un message incitant à se protéger des maladies transmises sexuellement et par le sang (communication interpersonnelle). Pour une personne chargée des relations avec les organisations internationales et les pouvoirs publics, cela peut être réaliser des actions de plaidoyer visant à l'adoption de politiques ou de pratiques axées sur la santé des usagers de drogues (communication organisationnelle). Enfin, pour les administrateurs et les dirigeants, communiquer ce peut être promouvoir les valeurs de l'ONG auprès du grand public et présenter ses résultats annuels afin de rendre des comptes et d'informer les donateurs (communication institutionnelle ou administrative).

Les différents objectifs de communication

Le plaidoyer – c'est le processus qui consiste à influencer les personnes, les groupes ou les institutions qui disposent d'un pouvoir de décision ou qui sont capables d'influer sur celui-ci, afin de parvenir à des changements de politiques, de lois ou de pratiques.

La communication pour modifier les comportements – c'est l'usage stratégique d'actions de communication en vue d'opérer un changement volontaire de comportement individuel ou des normes sociales, dans le but d'améliorer le bien-être de l'individu, de la communauté ou de la société.

La communication organisationnelle – c'est le processus global, continu et dynamique d'échange d'information avec toutes les parties prenantes internes et externes d'une organisation (communication interne, externe et intermédiaire, communication de crise, etc.)

Importance de la communication

La communication est « *le système nerveux central des organisations, leur flux vital* » (Costa, 1995), un flux généré par l'ensemble des relations interpersonnelles et des messages au sein de l'organisation et entre celle-ci et son environnement, c'est-à-dire ses groupes d'intérêt et le grand public. Pour les ONG, on pourrait même affirmer que la communication revêt une importance plus grande encore que pour les entreprises, car pour elles, communiquer c'est

aussi sensibiliser, interpeler, dénoncer, éduquer, changer, combattre. En définitive, communiquer c'est être un interlocuteur social à part entière.

« Si les entreprises communiquent pour exister, les organisations du tiers secteur existent pour communiquer, pour transmettre leurs valeurs à la société. On peut dire que la communication fait partie de l'essence même de ces organisations (...) Elles ne limitent pas leur mission à la prestation de services de qualité, mais trouvent leur raison d'être en transmettant à la société un certain nombre de valeurs qui les rendent plus démocratiques, plus vivables, plus humaines. (Les ONG) existent fondamentalement pour imprégner la société de leurs idées. Le défi est de le faire avec toujours plus de professionnalisme, de créativité et d'efficacité ». (Vicente Vidal, 2004)

Le positionnement de Dianova

Au sein des organisations Dianova, **nous nous efforçons** de faire de la communication une ressource stratégique de première importance, bénéficiant des ressources nécessaires et suffisantes à sa mise en œuvre et à son développement, dans une perspective organisationnelle qui ne se limite pas aux initiatives de marketing liées à la recherche de fonds, ou à la publicité. C'est pourquoi en tant qu'ONG, **nous privilégions** les stratégies de communication informatives, qui visent à être utiles et à servir, plutôt que la communication persuasive dont le but est de séduire et de déclencher une réponse conditionnée à divers stimuli.

Le défi numérique

Les technologies numériques telles que l'Internet et les réseaux sociaux jouent un rôle grandissant dans la communication des ONG. Chaque jour, de nouvelles pages Facebook sont créées pour appeler à la mobilisation, des pétitions en ligne sont lancées, ou des hashtags sur Twitter cherchent à attirer l'attention de l'opinion, des médias et des leaders d'opinion. Dans ce flux permanent d'appels à l'action, il est difficile de se frayer un chemin et il n'existe pas de recette miracle.

Dans cet univers très concurrentiel en termes d'information et de stimuli, il est essentiel que chaque organisation membre du réseau **développe une réflexion** sur la bonne utilisation d'Internet et des réseaux sociaux. Nous devons garder à l'esprit que notre identité et notre réputation en ligne se construisent petit à petit, jour après jour, en ayant soin d'utiliser les outils adéquats, à l'exemple du content marketing et du storytelling (quoi de mieux qu'une bonne histoire à raconter?). Nous **entretenez** nos communautés en ligne, avec des posts et des appels à l'action réguliers, sans nous disperser dans des actions qui ne sont pas en lien avec nos actions ou engagements. Enfin, nous informons nos groupes d'intérêt en faisant valoir ce que nous faisons et comment nous le faisons, en leur montrant que nous avons réellement mis

en œuvre nos projets. C'est seulement de cette façon que nous serons capables de construire notre réputation en ligne à l'heure de la communication 2.0.

Communication avec nos groupes d'intérêt

Les organisations n'existent pas par elles-mêmes mais par l'intégration et l'interaction des personnes. La raison d'être de Dianova est dans les personnes qui la constituent, c'est-à-dire celles pour qui et grâce à qui nous œuvrons. Le cœur de notre organisation, ce sont les gens. Nos groupes d'intérêt, ce sont les personnes qui y travaillent ou qui participent à notre action, ce sont les personnes au bénéfice de qui nous travaillons, qu'il s'agisse d'individus et de leurs familles ou de communautés. Nos groupes d'intérêt enfin ce sont les citoyens qui nous soutiennent et nous financent, ainsi que tous ceux qui sont susceptibles de le faire. Les personnes **sont le visage humain de Dianova**, ce sont elles qui génèrent la confiance envers elle, qui la rendent légitime.

Dianova, ce sont les personnes, c'est la vérité essentielle qu'il faut garder à l'esprit lorsqu'on veut communiquer et être transparent. Créer de la confiance envers Dianova est par conséquent le rôle de tous, chacun d'entre nous devenant à la fois récepteur de la communication, mais aussi émissaire et acteur de la communication et de la transparence. En d'autres termes, chacun est un **ambassadeur de Dianova**.

Les organisations membres du réseau Dianova **mettent en œuvre** chacun des trois axes de la communication organisationnelle : communication interne, communication externe et communication intermédiaire (qui s'adresse à la base sociale de nos ONG : partenaires, donateurs, collaborateurs externes, etc.) Les actions de communication de l'organisation sont mises en œuvre en fonction de cette segmentation et dans l'objectif de donner corps et réalité à cette perspective de création de confiance. Pour ce faire, les actions de communication sont non seulement en adéquation avec la mission, la vision et les valeurs de Dianova, mais aussi et surtout **homogènes et cohérentes** entre elles, quel que soit l'axe de communication choisi.

Dans la pratique, Dianova planifie des actions de communication à court et à long terme, avec les ressources matérielles et humaines nécessaires. Au plan interne, cet engagement permet à nos collaborateurs d'être unis, confiants dans les réalisations de l'organisation et capable de disséminer une culture servant de base à l'intégration de ses valeurs, de sa mission et de sa philosophie. Aux plans intermédiaires et externes, il ouvre la voie vers la **confiance** et à plus long terme, vers la réputation.

